Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

n°210
19 mai 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Gaza : silence, on extermine un peuple

Les rares images qui nous parviennent de la bande de Gaza sont effroyables. Corps gisants après le bombardement d'un marché, d'une école. Hommes froidement abattus alors qu'ils tentaient de pêcher pour survivre. Enfants qui n'ont plus que la peau sur les os. Cohues autour des distributions de nourriture. Regards de souffrance et de désespoir. Appels au secours.

Depuis que Netanyahou a rompu la trêve, le 18 mars, plus de deux mille habitants ont été tués. Et ceux qui échappent aux bombes sont menacés par la famine car le gouvernement israélien empêche toute nourriture et produits de première nécessité d'entrer à Gaza depuis plus de deux mois. L'armée israélienne en est même à attaquer, en mer, les navires humanitaires qui tentent de ravitailler Gaza !

La guerre que mène Netanyahou n'est pas une guerre contre le Hamas. C'est une guerre de purification ethnique. Son objectif est de réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie. Après avoir massacré et terrorisé la population, il voudrait la déporter, de gré ou de force.

« *Il est temps que l'Union européenne se réveille… c'est une honte absolue* », a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères lors d'une réunion avec ses homologues. « *Nous avons vu des images horribles, il faut que cela cesse* », a déclaré la ministre finlandaise.

Et qu'est-il sorti de cette réunion ? La décision… d'organiser une autre réunion ! En attendant, le Conseil d'État annule une décision prise par la région wallonne en mai 2024 qui interdisait tout transit de matériel militaire à destination d'Israël par les aéroports wallons !

Le voyage de Trump au Moyen-Orient vise à montrer que les États-Unis n'ont pas qu'Israël comme allié dans cette région, loin de là. Mais il reste fondamentalement solidaire des bourreaux de Tel Aviv. Tant qu'Israël défend leurs intérêts dans la région, les dirigeants impérialistes soutiennent Israël au nom du droit des Juifs à avoir leur État. Mais qui peut croire qu'ils protègent les Juifs en couvrant le massacre actuel ?

Les dirigeants impérialistes dressent les peuples les uns contre les autres, s'appuient sur l'un ou sur l'autre selon leurs intérêts économiques du moment.

Ils l'ont fait au Rwanda en créant des distinctions entre Hutus et Tutsis puis en les montant les uns contre les autres. Le génocide des Tutsis en 1994 en fut la conséquence. Et ce fut ensuite un des éléments déclencheur de la guerre à l'Est du Congo qui fait rage depuis près de trente ans dans un quasi silence médiatique. De 6,5 à 10 millions de personnes y ont été tuées et plus de 7 millions déplacées !

La guerre entre l'Inde et le Pakistan qui a repris en avril, est aussi le produit des divisions entre Hindous et Musulmans nourries par le capitalisme britannique pour garder leur contrôle sur la région après l'indépendance en 1947.

Au Moyen-Orient, les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite.

Le jusqu'au-boutisme guerrier de Netanyahou est criminel pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens. Il les condamne à vivre en guerre contre tous leurs voisins. Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. Des Israéliens le dénoncent, des réservistes refusent de répondre à leur convo-

cation et depuis mars, chaque samedi, des Israéliens manifestent en brandissant des photos d'enfants de Gaza.

Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !

Contrairement à ce que veulent faire croire les organisations sionistes d'extrême droite d'un côté, et les organisations islamistes réactionnaires de l'autre, la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins est possible.

Seule une fédération des peuples du Moyen-Orient au sein de laquelle tous seraient égaux et auraient les mêmes droits permettra de sortir de la guerre permanente.

Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs. Et c'est aussi à nous, ici, de porter cette perspective contre nos dirigeants complices de ce nouveau génocide et des guerres qui ensanglantent la planète.

Sur la base de LO France

Leur société

Non à la propagande raciste, non aux actes racistes !

Une centaine de hooligans racistes habillés de noir ont attaqué des habitants de Molenbeek et Jette lors de la finale de la Coupe de Belgique. Ils ont multiplié les propos racistes et tabassé des habitants d'origine maghrébine, envoyant plusieurs d'entre eux à l'hôpital.

Comment est-ce possible ? Ce qui s'est passé enrage et fait peur. Mais de tels actes racistes n'ont malheureusement rien d'exceptionnel. Et ni les interdictions de stade, ni les amendes n'y changeront rien. Pas plus qu'un « renforcement de la police ». La police sait déployer des moyens massifs contre les mouvements sociaux. Elle l'a fait le 1er mai. Elle l'a fait le 29 avril. Face aux exactions des hooligans racistes, elle a choisi de ne pas intervenir. Aucun hooligan brugeois n'a encore été arrêté judiciairement, alors que le soir même et le lendemain, de nombreux jeunes ont été interpellés et deux Bruxellois arrêtés.

L'extrême droite utilise le foot comme un outil d'organisation et de recrutement. De Bruges ou d'ailleurs, ces groupes d'extrême droite osent tabasser des personnes trop "arabes" ou "noires" à leur goût dans les quartiers populaires, reproduire des saluts nazis lors de matchs et hurler leurs chants racistes. Et ils ont profité de leur passage à Bruxelles pour organiser une expédition raciste.

Pourquoi n'oseraient-ils pas quand la police est gangrénée par le racisme ? Quand la plupart des partis de gouvernement s'en prennent aux classes populaires, en particulier à celles et ceux d'origine immigrée ? Quand le gouvernement reduit des êtres humains en "sans-papiers", les prive des droits humains élémentaires, les fait enfermer et expulser ? Quand ces mêmes politiciens ont passé la campagne électorale de 2024 à attiser la haine ? Avec leurs discours anti-pauvres, anti-immigrés, ils veulent faire croire que l'insécurité viendrait de l'immigration, pour cacher que c'est la société capitaliste qui fabrique la misère en gavant la minorité de riches au détriment des travailleurs et de la majorité de la population !

Pourquoi n'oseraient-ils pas, quand le gouvernement israélien, soutenu par les puissances capitalistes occidentales, extermine plus de 52.000 Gazaouis ? Quand un État peut tuer des enfants sans conséquence, pourquoi un groupe de racistes ne se sentirait pas autorisé à frapper un adolescent arabe dans un quartier ?

Certes, même Bart De Wever discute maintenant d'une reconnaissance d'un État palestinien. Ils parlent de

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

reconnaître la Palestine… quand elle n'existera plus ? Que les Palestiniens sont morts ou chassés de Palestine ? Quant au « saint » pape, ses prières ne pouvaient rien changer ! Pas plus que les résolutions de l'ONU contre la politique d'Israël.

Avec l'aggravation de la crise et la multiplication des guerres, l'extrême droite se renforce. Aujourd'hui, elle nourrit la haine des Arabes, en s'alignant sur la politique d'Israël pour dominer le Moyen-Orient, ses richesses pétrolières et le canal de Suez. Mais dans le fond, elle substitue toujours une haine raciale à la colère contre ce système capitaliste. Et demain elle s'en prendra comme toujours aux Juifs, après s'en être pris aux Arabes et aux Noirs, pour que la population trompée n'entre pas en lutte contre le capitalisme !

Il n'y a pas encore la guerre en Belgique. Mais le grand patronat et le gouvernement mènent une offensive frontale contre les travailleurs. Des multinationales licencient alors qu'elles font des milliards de profits. Et le gouvernement taille dans les pensions, la sécurité sociale, l'enseignement, et les transports. Tout cela au nom de la « rigueur » budgétaire alors qu'il creuse le déficit pour offrir plus de cadeaux aux capitalistes, notamment via les dépenses militaires.

Pour se défendre contre ces attaques, les travailleurs ont besoin de s'organiser. De prendre conscience qu'ils ont des intérêts communs qui dépassent les divisions linguistiques, les métiers, les religions.

L'extrême droite agit impunément parce qu'elle est utile aux capitalistes pour diviser la population, pour éviter que la colère ne se transforme en lutte collective. Elle sert aussi de prétexte pour justifier plus de contrôle, de répression, de police, de réarmement.

La réaction des jeunes des quartiers visés par les hooligans racistes était légitime. Mais elle ne permet pas de renforcer ce qui ferait réellement reculer l'extrême droite et les capitalistes : une classe ouvrière consciente de ses intérêts et organisée pour les défendre. Pour se protéger des attaques contre nos conditions de vies et de l'extrême droite, deux dangers qui se renforcent mutuellement, il est urgent de reconstruire des organisations ouvrières.

Des groupes de défense dans les quartiers et les usines seront nécessaires, gérés démocratiquement par les travailleurs. Seuls de tels groupes pourront défendre réellement les quartiers populaires et construire le rapport de force qui permettra de mettre fin aux guerres qui ensanglantent la planète.

Editorial du bulletin d'entreprise du 12-05-25

Décalage de l'indexation, tous concernés

Lorsque les prix augmentent, l'indexation automatique fait que les salaires, allocations et pensions sont augmentées, avec plus ou moins de retard selon les secteurs et les commissions paritaires. De nombreux travailleurs ne sont ainsi indexés qu'une fois par an. Si le mécanisme de l'indexation n'empêche pas l'appauvrissement des travailleurs, il le ralentit un peu.

Ce rattrapage partiel des salaires sur les prix se fait déjà avec un important retard vu que les prix des quatre derniers mois sont pris en compte dans le calcul et que l'indice est manipulé de mille façons pour limiter les hausses des salaires.

Mais lors de son dernier accord, le gouvernement a décidé de décaler dans le temps l'indexation des salaires de la fonction publique et celle des allocations sociales et des pensions. L'indexation des allocations sociales et des pensions surviendra non plus un mois après le dépassement d'un seuil d'inflation mais trois mois après. L'indexation des salaires de la fonction publique (fonctionnaires, enseignants, etc), qui survenait avec un décalage de deux mois après le dépassement du seuil, passera à un décalage de trois mois également.

Mais les salaires de nombreux autres travailleurs seront aussi impactés ! Plusieurs domaines du non-marchand (santé, aides familiales) sont directement liés au mécanisme d'indexation de la fonction publique.

Dans le privé aussi, de nombreuses commissions paritaires ont lié leur mécanisme d'indexation des salaires à celui de la fonction publique.

Et ensuite, les patrons liés à d'autres commissions paritaires se sentiront libres de mettre la pression pour imposer eux aussi un décalage dans le temps de l'indexation !

Des enfances de plus en plus inégales

La période des vacances approche : les publicités pour les vols en avion envahissent les rues. Mais les vacances ne sont pas les mêmes pour tout le monde. En moyenne, en Belgique, un enfant sur cinq ne part pas en vacances du tout pendant l'été, montre une récente enquête. A Bruxelles, il s'agit de près d'un enfant sur quatre. Et parmi les familles les plus pauvres, la proportion monte à un enfant sur deux.

Une étude similaire avait été faite en 2021 : la situation s'est aggravée en quelques années. Pourtant partir quelques jours en vacances, surtout quand on habite en ville, c'est loin d'être un luxe !

Mais comment mettre de l'argent de côté pour les vacances quand on finit chaque mois dans le rouge ? Quand on comptait sur un salaire pour rembourser son crédit et qu'on se retrouve soudain sans emploi ?

Ce qui compte pour les capitalistes, ce n'est pas que tout le monde puisse partir en vacances. C'est que les actionnaires qui ont investi dans l'aérien ou dans le tourisme engrangent toujours plus de profits.

ASBL en détresse

De nombreuses asbl dépendent de subsides pour fonctionner. Or, avec l'austérité imposée depuis des années par les gouvernements successifs, les subsides sont de plus en plus difficiles à obtenir. L'absence de gouvernement à Bruxelles en rajoute une couche puisqu'ils se servent de l'absence de gouvernement pour refuser l'octroi de subventions.

Lorsque les banques sont en danger, les « règles » budgétaires sont vite oubliées. Lorsqu'il s'agit de trouver de l'argent pour acheter des armes, c'est pareil. Mais pour les asbl rien n'est fait pour résoudre leur détresse, au détriment de leurs bénéficiaires. Et même si un gouvernement était formé à Bruxelles, ce serait pour continuer la politique d'austérité des gouvernements précédents !

En attendant, les asbl sont contraintes d'arrêter des projets et certaines décident de ne pas renouveler des contrats voire de licencier. Le manque de personnel qui s'ensuit augmente la pression au travail pour les travailleurs qui restent. Et ceux qui se retrouvent sans emploi viennent grossir les rangs des nombreux travailleurs licenciés par les grands groupes.

Manifestation pour la Palestine

Le 11 mai, entre 20.000 et 80.000 personnes ont manifesté à Bruxelles contre le massacre en cours à Gaza et pour un cessez-le-feu.

Cette mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes rappelle que la révolte face aux atrocités de l'armée israélienne existe et trouvera des voies pour s'exprimer. De nombreuses organisations y ont pris part. La présence notamment de Juifs, dont l'un portait une pancarte « *Juifs contre le nettoyage ethnique* », entourés dans le cortège de nombreux jeunes et moins jeunes révoltés par la détresse de ce peuple, rappelle que l'union des opprimés est possible, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre du fossé de sang.

Pour celles et ceux en Belgique qui partagent la volonté de voir cette guerre prendre fin, quel programme ? Quelle perspective ?

La plupart des mots d'ordres présents dans la manifestation ont prié les institutions belges officielles d'agir contre le massacre. Prié le gouvernement belge « *d'imposer un embargo militaire* », de « *pousser l'Union européenne à suspendre ses accords avec Israël* », d'établir des « *sanctions contre les colons israéliens violents et contre les dirigeants politiques ayant violé le droit international* ». Tout cela, dix jours à peine, après que le Conseil d'Etat ait annulé l'interdiction de transit de matériel militaire de la Wallonie vers Israël !

Le PTB défend lui aussi cette position. Peter Mertens (PTB) critique avec raison toute l'hypocrisie des ministres belges, des dirigeants européens et de l'État belge, qui en dépit de déclarations creuses sur la paix, continuent de soutenir l'État d'Israël. Mais il explique en même temps que les manifestations doivent servir à modifier les agissements du gouvernement.

Selon le PTB, en fin de compte, c'est au gouvernement d'agir, c'est lui qui pourrait mettre la pression sur Netanyahou. Et les manifestants là-dedans, auraient pour rôle de faire comprendre aux ministres quelle est la bonne conduite morale à adopter. Quel marchand d'illusions !

Bien sûr, le gouvernement belge est complice, on ne peut s'attendre à rien de mieux venant

d'un État qui, au service de la bourgeoisie, a colonisé, pillé et massacré au Congo sans aucun scrupule ! Qui continue encore aujourd'hui d'y défendre ses intérêts économiques alors que la guerre y fait rage depuis trente ans. Comment croire que l'État belge, qui s'est construit sur la colonisation et l'esclavage, pourrait raisonner autrement qu'en fonction des intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie ?

Quoiqu'ils en disent, les puissances impérialistes ne soutiennent pas Israël pour protéger le peuple juif, mais bien parce que c'est leur allié dans la région, équipé et armé pour défendre leur contrôle sur les ressources et les routes de commerce du Moyen-Orient.

Face à cette réalité, la seule perspective conséquente, pour les révoltés par le nettoyage ethnique en cours à Gaza, est celle de renverser les États capitalistes arabes comme israélien et en fait, l'impérialisme et sa domination économique et militaire sur le globe.

La seule force sociale capable d'accomplir cette tâche est la classe ouvrière, à la base de l'économie, dans tous les pays, des USA aux pays sous domination impérialiste. Car elle a partout le même ennemi : la classe capitaliste et son système basé sur l'oppression. Défendons dans les manifestations le programme de la révolution ouvrière communiste internationale !

L'enfer médical des prisons belges

Le médecin Brecht Verbrugghe a courageusement dévoilé « *l'enfer médical des prisons belges* ». Il y décrit l'absence de dépistage, la saleté des locaux, les soins urgents et essentiels qui ne sont pas prodigués et les freins posés par l'administration pénitentiaire.

Crédit Sally V

L'absence criante de personnel médical et pénitentiaire rend impossible un traitement humain des détenus. La prison n'a jamais été un lieu de réhabilitation de ceux qui y sont enfermés, le traitement actuel le confirme une fois de plus.

Le durcissement de la politique pénale des derniers gouvernements a de fait enfermé les plus précaires : les pauvres, les immigrés, qui arrivent souvent en prison déjà malades. Leurs conditions de santé en prison s'aggravent, ce qui rend d'autant plus difficile leur réinsertion dans la société, quand l'absence de prise en charge n'a pas mené au décès ou même au suicide.

La dégradation des prisons est à l'image d'une société capitaliste toujours plus délétère et répressive.

Le soleil brille pour tout le monde !

Des dizaines de caravanes de gens du voyage ont occupé un terrain sans autorisation à La Louvière. Un agriculteur y a perdu sa récolte destinée au fourrage de chevaux. La Justice a ordonné leur départ.

Au lieu de vider ses poches pour les requins immobiliers de La Strada, la Ville aurait mieux fait de fournir aux gens du voyage un terrain adéquat, raccordé à l'eau, à l'électricité et pourvu d'équipements sanitaires corrects ! Cela aurait coûté moins cher à tous.

Dans les entreprises

Se mobiliser dans quel but ?

« *Depuis plus de 100 jours, les travailleurs sont acculés et la concertation sociale n'est qu'une mascarade. Les syndicats veulent envoyer un signal clair au gouvernement fédéral : les travailleurs et travailleuses sont acculés, et les partenaires sociaux sont relégués au rang de simples spectateurs. Dans ce contexte, l'action est inévitable. Le message est clair : ceux qui entravent la concertation provoquent la contestation*. »

Voilà ce qu'écrivait la FGTB fin avril pour inviter à une large mobilisation le 25 juin prochain dans le prolongement du plan d'action lancé en décembre 2024. Dans le même paragraphe, les directions syndicales font le constat que la concertation sociale n'est qu'une mascarade tout en appelant à se mobiliser pour… sauver la concertation sociale. Bizarre non ?

Les directions syndicales sous-entendent en réalité que la concertation sociale « fonctionnait avant », qu'elle ne « fonctionnerait plus aujourd'hui » et que par des mobilisations il serait possible de la « réparer ». Ce

n'est pas nouveau : dès février, le président de la FGTB (Bodson) affirmait que l'objectif des mobilisations syndicales n'était pas de renverser le gouvernement mais « (…) *d'établir un rapport de force immense, pour faire en sorte que les employeurs acceptent d'avoir, avec nous, une vraie concertation sociale* ».

Par ce genre de phrases, les directions syndicales trompent les travailleurs de deux façons.

D'abord les concessions sociales du patronat après la 2eme guerre mondiale n'étaient pas dues aux compétences de négociateurs syndicaux ou à la bonne volonté patronale, mais à la nécessité pour le patronat de relever le niveau de santé et de vie de la classe ouvrière pour la remettre au travail.

Ensuite, il est évident que le programme de mobilisation actuel des centrales syndicales n'est pas à même de créer un rapport de force qui pourrait faire reculer le patronat. L'éparpillement des mobilisations et des grèves, loin de préparer une mobilisation de grande ampleur, a plutôt tendance à démoraliser.

Alors, plutôt que d'avoir l'illusion « d'envoyer un message clair au gouvernement » comme ils disent, discutons avec nos collègues et invitons les à participer aux différentes mobilisations pour être présents, discuter de notre avenir et aller au-delà des limites syndicales le jour où ce sera possible !

Non aux licenciements et fermetures !

Dans la province d'Anvers, l'usine de production de snacks Mora annonce sa fermeture. 75 emplois seront supprimés, auxquels s'ajoutent 67 autres licenciements aux Pays-Bas.

Chez Olympia dans le Brabant flamand, 168 emplois sont menacés par la fermeture de l'usine de laiterie.

Quand ils estiment que leur entreprise n'est plus assez rentable, les patrons jettent les travailleurs au chômage et leur font payer la crise pour sauver leurs profits. Qu'ils payent eux-mêmes la crise de leur système !

Brèves du bulletin "Chemins de fer" du 12 mai 2025

Mauvais aiguillage

En 2024, entre les recrutements et les départs à la pension, il y avait 89 cheminots de plus à la SNCB qu'un an auparavant. Chez Infrabel, on est à 335 de moins. L'augmentation à la SNCB n'inverse pas la tendance qui va vers une diminution du personnel (-65% en 30 ans) pour toujours plus de voyageurs (+60% en 30 ans).

Et maintenant, ils veulent nous faire travailler plus longtemps tout en diminuant nos pensions.

Ça fait longtemps que les gouvernements successifs ont brûlé tous les signaux rouges. Il serait temps que les travailleurs leur retirent la licence et prennent eux-mêmes les commandes !

Se défendre contre les crapules d'extrême droite

Le 4 mai, à Bruxelles, des hooligans racistes ont semé la violence contre des habitants d'origine maghrébine. Des jeunes de ces quartiers, visés par ces crapules, ont réagi. Des supporters d'Anderlecht se sont joints à eux pour se défendre ensemble.

Face à la violence d'extrême droite, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Aujourd'hui, ce sont les quartiers frappés par le chômage et la précarité qui en font l'expérience les premiers.

Dans le passé, des bandes semblables étaient financées par des patrons pour s'attaquer aux piquets de grèves et aux organisations ouvrières, avec le soutien de la police. Pour se défendre, les travailleurs s'organisaient en milices ouvrières et en groupes d'autodéfense populaires.

Négocier ou se renforcer ?

Le ministre Crucke de la mobilité est ravi : les directions syndicales ont suspendu l'agenda des grèves. « *Le dialogue paie* » se vante-t-il. Pourtant le ministre des pensions Jambon avoue « *la pension à 67 ans à la SNCB, ce n'est pas négociable* ».

Tout prouve que négocier avec le rapport de force actuel ne les fera pas reculer. Pour défendre nos intérêts, il faut d'abord chercher à renforcer notre rapport de force ! C'est ça qui doit être à notre agenda !

ULB : Soutien au personnel du nettoyage

Depuis 1980, l'Université Libre de Bruxelles sous-traite le nettoyage de ses locaux et organise, tous les quatre ans, un nouvel appel d'offres où des entreprises comme ISS rivalisent en baissant leurs prix pour remporter le contrat.

Pour les travailleurs du nettoyage, chaque nouveau contrat avec l'ULB signifie des licenciements, blocage des salaires, augmentation du rythme de travail, car les patrons et actionnaires de ces entreprises pressurent les travailleurs pour maintenir voire augmenter leurs profits.

Les travailleurs du nettoyage protestent et comptent se mobiliser pour exiger leur ré-internalisation au sein du personnel de l'ULB.

Peu importe le logo sur leur tenue de travail, les travailleurs du nettoyage refusent de continuer à rester invisibles à l'université où ils travaillent depuis des années.

Le courage... et la conscience

crédit Ralf Roletschek

Philippe, le chauffeur des TEC licencié pour avoir frappé deux passagers qui l'avaient agressé, est le chauffeur au comportement héroïque qui a porté secours à des dizaines de personnes face à un tireur fou en 2011, à Liège.

Ses collègues qui ont fait grève pour le soutenir regrettent son licenciement. « *C'est dur d'être un travailleur dans un monde d'épaves* ». Oui, c'est vrai.

Mais les patrons qui licencient, les gouvernements qui excluent, nous dressent les uns contre les autres, et les exclus et les plus démunis risquent de devenir des épaves !

Il faut qu'on retrouve la conscience de lutter contre ceux qui dirigent la société capitaliste pour sortir de cette impasse. C'est le rôle des militants communistes de redonner cette conscience aux travailleurs en défendant une société humaine, sans classe, qui serait au service de tous.

Encore un mort de l'exploitation

Un ouvrier de 45 ans a été tué dans une usine de traitement de déchets à Evergem, percuté par un chariot élévateur à fourche.

La direction de l'usine (PreZero) garde le secret sur les circonstances du drame. Ils prétendront peut-être que ce travailleur ne respectait pas les normes de sécurité...

En 2023 il y a eu 84 accidents mortels et 1.681 accidents avec incapacité permanente sur le lieu ou pour se rendre au travail.

Mais si les accidents au travail, les blessures et les décès sont aussi fréquents, c'est bien parce que le travail est organisé pour la rentabilité aux dépens de la sécurité et de la santé des ouvriers !

8 mai : ils célèbrent la paix pour préparer la guerre

Sans surprise, la commémoration du 8 mai a servi aux De Wever, Macron, Trump et autres dirigeants bourgeois à parader en champions de la paix tout en appelant à serrer les rangs face aux nouveaux dangers de guerre.

Les mêmes qui font exploser les budgets militaires, recrutent de nouveaux soldats, commandent des blindés de combat et agitent les slogans nationalistes pour mettre la population au pas... Les mêmes qui soutiennent le gouvernement de Netanyahou pendant que son armée fait un nettoyage ethnique à Gaza, appellent en cœur au « devoir de mémoire », pour qu'il ne se passe « plus jamais ça ».

Cette hypocrisie des dirigeants impérialistes tente de faire oublier, avec des valeurs morales éternelles, que l'effroyable massacre et l'immense champ de ruines que la deuxième guerre mondiale a engendrés, étaient le produit de la guerre économique entre capitalistes concurrents.

Prétendre que la guerre de 39-45 fut une guerre de la démocratie contre le fascisme est une mystification. Elle fut une guerre

pour le partage du monde entre impérialismes rivaux, comme l'avait été la première guerre mondiale.

En Italie et en Allemagne, la bourgeoisie avait certes eu recours aux régimes fascistes de Mussolini et d'Hitler pour écraser les organisations ouvrières, puis défendre leurs intérêts face à leurs rivaux français et britanniques.

Pendant la guerre, sous l'occupation, de larges fractions des bourgeoisies belge et française ne furent pas en reste, respectivement alignées derrière Léon Degrelle et le Maréchal Pétain. Ces choix des capitalistes de s'appuyer sur des régimes dictatoriaux, voire fascistes, prêts aux pires violences étaient politiques, pour défendre leurs intérêts économiques et financiers.

Les innombrables horreurs de 39-45, dont le génocide de millions de Juifs et de Tsiganes mis en place par Hitler fut un des plus choquants, ont été le produit pourri d'une économie capitaliste en putréfaction.

Le véritable devoir de mémoire est de se souvenir que tant que l'économie reposera sur l'exploitation du travail, le système capitaliste engendrera de nouvelles guerres fratricides.

1945 : la fin de la guerre, pas pour tout le monde

La date de fin officielle de la guerre n'a pas signifié pour les peuples, la fin des conflits militaires pour le contrôle des ressources et des marchés, dans le partage du monde.

Algérie

Le jour même, 8 mai 1945, l'armée française, la gendarmerie et des milices de colons se livraient à des massacres de masses contre les Algériens en quête d'indépendance. Le gouvernement français (De Gaulle, PS, PCF) qui fêtait la libération de la France… envoyait ses troupes massacrer les Algériens qui osaient crier « *à bas le colonialisme* ».

Madagascar

À partir de 1946, l'impérialisme français mène la guerre coloniale en Indochine, en 1947 à Madagascar, où les populations se battent, elles aussi, pour leur indépendance. Et à partir de 1955 ce fut le tour des indépendantistes du Cameroun d'être écrasés par l'armée française.

Palestine

En 1948, les États-Unis soutiennent les sionistes qui déclarent l'indépendance d'Israël, pour s'assurer le contrôle du Moyen-Orient. Les Juifs qui avaient survécu aux atrocités de la Shoah, s'étaient alors fait chasser d'Europe même par les vainqueurs de la guerre, qui leur promettait un État où ils pourraient enfin vivre dignement. Mais pour s'établir en Palestine, les Juifs se trouvaient, à leur tour, forcés par leur dirigeants de massacrer le peuple palestinien.

Congo

En 1959-1960, face aux aspirations indépendantistes des Congolais, l'État belge attisa les rivalités locales, fit intervenir les casques bleus de l'ONU, utilisa la répression contre les soulèvements armés de paysans, les tuant par milliers et incendiant par centaines les villages. Ce n'est qu'au terme d'une répression féroce que les bandes armées de Mobutu mirent un terme au processus de révolte congolaise, jetant les bases d'une dictature au service de l'impérialisme.

Les exemples sont innombrables. En 80 ans, les conflits incessants sur la planète ont fait autant de victimes que la seconde guerre mondiale.

Cependant, chaque guerre engendre de la révolte chez les populations opprimées. Cette révolte, si elle se tourne contre le système capitaliste tout entier, pourra mettre fin à la domination de la classe capitaliste sur le monde et aux guerres qui en découlent.

International

Trump en voyage d'affaires

Le président des États-Unis a visité trois pays de la région du Golfe : l'Arabie saoudite, le Qatar puis les Émirats arabes unis, concluant de gigantesques contrats pour les entreprises américaines en parallèle de discussions politiques et diplomatiques.

La presse a parlé du cadeau personnel du Qatar à Donald Trump : un Boeing 747 de luxe d'une valeur de 400 millions de dollars. Mais derrière ce « *modeste présent* », il y a le gros du

pactole. Rien que pour l'Arabie saoudite, près de 600 milliards de dollars de commandes devraient aller dans les caisses de grands trusts des États-Unis. Et ce n'est pas pour rien que Trump est accompagné d'une brochette de grands patrons et de financiers : d'Elon Musk à Larry Fink, le PDG de BlackRock, plus gros fonds financier du monde, en passant par des PDG d'entreprises de haute technologie… et de Boeing !

Trump, Mohammed Bin Salman et al-Sharaa

Côté diplomatique, le voyage de Trump vise aussi à montrer que les États-Unis n'ont pas qu'Israël comme allié dans cette région, loin de là. Tout en continuant à fournir armes et financements à l'armée israélienne, lui permettant de perpétrer les destructions et le massacre de la population palestinienne, le gouvernement américain fait ostensiblement des gestes qui ne peuvent pas plaire à Netanyahou, lequel en fait trop à sa tête selon Trump.

Ainsi, les États-Unis viennent de négocier directement avec le Hamas, par dessus la tête de l'armée israélienne, la libération du dernier otage américain. Avec les Houthis du Yémen, un cessez-le-feu a été signé dans lequel les rebelles yéménites s'engagent à ne plus cibler aucun navire de commerce en mer Rouge… mais l'accord les laisse libres de viser Israël.

Dans la même veine, Trump a rencontré le nouveau dirigeant syrien, al-Charaa, et annoncé la levée des sanctions américaines contre son pays. Enfin, lors de ce voyage, Trump a signé un accord autorisant le développement d'une industrie nucléaire civile en Arabie saoudite sous supervision américaine, ce à quoi Israël s'oppose.

Les étapes du voyage sont aussi un symbole. Alors que le gouvernement israélien envisageait de bombarder l'Iran pour détruire tous ses sites militaires nucléaires, les États-Unis ont relancé des négociations avec le régime iranien sur ce sujet. Les trois pays du Golfe visités appuient cette démarche.

Quant à la guerre meurtrière qu'Israël continue de mener à Gaza, Trump préfère pour l'instant détourner le regard. Plus il y aura de Palestiniens tués ou réduits à vivre dans les ruines, plus il sera facile à l'impérialisme américain de gouverner le Moyen-Orient, éventuellement en s'assurant la collaboration de l'Arabie saoudite et des Émirats et en la faisant accepter aux dirigeants israéliens. Sans oublier, bien sûr, de permettre à des capitalistes des États-Unis de faire des profits au passage.

A partir de LO France

Inde et Pakistan : dans le piège sanglant de l'impérialisme

Le 22 avril, 26 touristes ont été tués par des terroristes islamistes dans la partie du Cachemire sous administration indienne. Sans preuve, le gouvernement indien a immédiatement accusé le Pakistan d'avoir soutenu cette attaque, puis a bombardé son territoire.

Le Pakistan a répondu par des frappes en retour, déclenchant une inquiétante escalade : échanges de tirs de missiles, attaques de drones. Le conflit semblait prêt à dégénérer entre ces deux puissances nucléaires densément peuplées – 250 millions d'habitants au Pakistan, 1,460 milliard en Inde – jusqu'au cessez-le-feu du 10 mai.

Si les armes se sont provisoirement tues, le conflit entre l'Inde et le Pakistan reste entier. Il se focalise principalement sur la région du Cachemire, que les deux États se disputent militairement depuis la partition du pays en 1947. Cette opposition est alimentée par des décennies d'antagonismes.

Mais contrairement à ce qu'affirment les dirigeants nationalistes des deux pays, la rivalité entre l'Inde et le Pakistan n'est pas d'abord un conflit religieux entre hindous et musulmans. Ce discours sert avant tout à embrigader les populations.

En réalité, les guerres et tensions qui ensanglantent le sous-continent trouvent leur origine dans la domination impérialiste par le Royaume-Uni, dont les politiques coloniales ont semé les germes de la division.

Diviser pour mieux exploiter

La colonisation de l'Inde par la Compagnie des Indes Orientales puis par le Royaume-Uni fut un drame pour les populations. Le pillage par les impérialistes et la mainmise du capitalisme anglais sur toute une partie de la production ruina l'économie indienne et engendra des famines de grande ampleur qui firent des dizaines de millions de victimes.

Au cours des trois siècles de colonisation, l'Etat anglais s'ingénia à entretenir et à créer de multiples divisions dans la population. C'était pour l'Angleterre le seul moyen d'assurer sa domination face aux révoltes populaires (comme celle des Cipayes en 1857) et aux revendications d'indépendance. La division en caste fut, par exemple, renforcée par des recensements de populations et en attribuant aux hautes castes la propriété sur la terre et les plus hauts postes administratifs.

La volonté de diviser passa aussi par les religions. Après avoir créé le Congrès (indien) – assemblée qui représentait la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens indiens – la Couronne anglaise s'empressa de réserver des sièges aux dirigeants musulmans indépendamment de leur influence, instituant de ce fait la division religieuse du pays entre hindous et musulmans.

Partition sanglante de l'Inde

A la fin de la seconde guerre mondiale, l'empire britannique est forcé par une vague de grèves, de révoltes et de mutineries à accorder l'indépendance à l'Inde. Mais pour empêcher qu'un pays aussi grand prenne son indépendance et mette en cause la domination des pays impérialistes, la bourgeoisie anglaise va diviser l'Inde dans une partition sanglante.

Soldats indiens 1947

L'Etat anglais s'est appuyé sur les revendications de la Ligue musulmane de créer « deux nations » : affirmant que musulmans et hindous étaient trop différents que pour vivre ensemble. C'était une fiction idéologique : les différences au sein d'une population d'une même religion étaient souvent plus grandes qu'entre hindous et musulmans d'une même région. Mais pour les dirigeants musulmans comme indous, cela importait peu, leur objectif était d'obtenir un territoire pour fonder leur pouvoir sur un État, peu importe le coût humain.

La partition du sous-continent entre l'Inde et le Pakistan fut un bain de sang. La division du territoire sur des bases confessionnelles, orchestrée par les autorités coloniales britanniques, conjuguée à la surenchère nationaliste des dirigeants hindous et musulmans, a conduit à des massacres faisant jusqu'à deux millions de morts, au déplacement de 20 millions de personnes, et à des campagnes de viols de masse.

Parmi les nombreuses conséquences de cette partition, le conflit autour du Cachemire reste l'un des plus durables et violents. Disputée depuis 1947 par l'Inde et le Pakistan, cette région a été le théâtre de trois guerres entre les deux pays. Depuis les années 1990, la tension persiste, alimentée par le soutien du Pakistan à des groupes indépendantistes dans la partie indienne du territoire, et par la politique de plus en plus agressive de l'État indien envers les musulmans et les cachemiri.

Dans ce contexte, les populations du Cachemire sont les otages des ambitions nationalistes des deux gouvernements et vivent de manière permanente sous le coup des lois d'exception et d'état de siège.

L'avenir appartient aux travailleurs

Le prolétariat indien et pakistanais, dont les rangs grossissent chaque jour, a mené tout au long de son histoire des luttes radicales contre le colonialisme, les dictatures et l'exploitation capitaliste. Plus que jamais, seule une mobilisation d'envergure des travailleurs de ces deux pays peut briser les chaînes de la misère, de l'impérialisme, et ouvrir une perspective à l'ensemble des populations de la région.

Suivez nous sur les réseaux: Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be